

« Bonsoir à tous, l'heure est grave »

« Il faut rester vigilant car la méconnaissance est grande entre Wallons et Flamands »,
Pierre VERCAUTEREN, politologue

10 ans. Le 13 décembre 2006, « Bye bye Belgium » faisait trembler la Belgique.

Demain « Bye bye Belgium » fête ses 10 ans. Retour sur un ovni médiatique qui a fait trembler la Belgique avec un de ses acteurs principaux : François de Brigode.

● Interview : Martial DUMONT

François de Brigode, il y a 10 ans exactement, vous présentiez « Bye bye Belgium », fiction qui a fait croire à la fin de la Belgique en direct à des milliers de gens. C'est quoi la genèse de cet ovni ?

Philippe Dutilleul et l'équipe de Strip-Tease m'ont appelé. Je suis entré dans leur bureau et j'avais l'impression d'être au KGB. Une ambiance particulière. Ils m'ont parlé de leur projet dont le nom de code était « Carine et Rebecca ». J'ai dit oui tout de suite même si ça poserait problème à certains vu mon image de sérieux au JT. Je ne savais dans quoi je m'engageais. C'était quasi 2 ans avant l'émission.

Vous étiez d'accord avec tout le projet ?

Le seul truc avec lequel je n'étais pas d'accord, c'est qu'il voulait faire ça au moment du JT, à 19h 30. C'était trop.

lors de la préparation de l'émission, vous vous êtes rendu compte de l'impact qu'elle aurait ?

Non. Je me doutais que ça ferait grincer quelques dents chez les déontologues purs et durs mais je ne me doutais pas que ça mettrait le feu à une partie du pays pendant au moins 3 jours. La veille, lors de la dernière réunion, on s'est quand même dit qu'on jouait avec le feu.

Et après l'émission, vous avez été impressionné par l'impact ?

Oui. Et même un peu déstabilisé. Vous savez quand on voit sa tronche à la Une du Washington Post avec le ti-

tre « l'homme qui a fait trembler la Belgique »...

Et puis il y a eu des coups très durs, notamment de collègues qui voulaient ma peau. Certains m'ont tourné le dos dans les couloirs.

Vous aviez le sentiment d'approcher la vérité avec ce scénario d'explosion de la Belgique.

Oui. À l'époque, le monde politique, surtout francophone, faisait passer le message qu'il n'existait pas de re-

« Je continue à assumer " Bye bye Belgium " à 110 %. On aurait peut-être pu dire plus tôt que c'était une fiction ».

vendications institutionnelles, que l'essentiel, c'était le socio-économique. Mais on ne pouvait pas nier que les problèmes institutionnels étaient présents. Regardez ce qui passe aujourd'hui...

Vous avez été visionnaires et expliqué ce qui se préparait en coulisses ?

On pourrait clamer qu'on l'avait bien dit. Il y a des politiques qui ont été très durs avec nous à l'époque et qui, aujourd'hui, nous disent qu'on avait quand même un peu raison.

Et puis, c'est un peu le rôle d'une télé de service public de sortir des sentiers battus et de faire de la provoc pour faire réfléchir.

Vous avez subi des pressions politiques ?

Le monde politique francophone voulait des têtes et était contre nous. Certains nous ont traités d'assassins de la Belgique, d'irresponsables. Il y a même eu une plainte au CSA qui stipulait que nous avions porté atteinte à la dignité humaine... Je suis sorti laminé, épuisé physiquement et mentalement.

Et si c'était à refaire, vous le referiez ?

Sans hésitation. Mais aujourd'hui la réalité séparatiste est tellement ancrée chez les francophones par rapport à certains comportements flamands que ça aurait moins d'impact.

Comment ça ?

Les gens ne croiraient pas à la fiction. Ils se diraient tout de suite ils font une grosse blague. Et puis avec les réseaux sociaux, on aurait vite l'herbe coupée sous le pied. À cette époque-là, il n'y avait que le téléphone. Ce jour-là, ma boîte vocale a explosé.

Le scénario que vous aviez élaboré, il reste crédible au regard de ce qui s'est passé il y a 10 ans ?

C'est peut-être pour ça que l'émission aurait moins d'impact. Parce que le scénario de la séparation reste plus que crédible. On entend plein d'élus, et pas que N-VA, dire qu'on se dirigera un jour vers ça. Je dis toujours qu'il n'y a rien d'impossible.

Votre participation à « Bye bye Belgium » n'était pas un acte

Le monde politique francophone voulait des têtes. Certains nous ont traités d'assassins de la Belgique.

militant...

Pas du tout. Que la Belgique reste unie ou pas ne fait pas partie de mes préoccupations quand je me rase le matin...

Quel était le but de l'émission alors ?

D'abord le côté provoc qui fait partie de mon ADN. Genre, le gamin qui veut faire un coup. J'ai d'ailleurs entamé l'émis-

sion par une phrase qui n'était pas écrite en disant : « *bonsoir à tous l'heure est grave* ».

Mais on n'a pas juste voulu refaire un coup façon Orson Wells et la Guerre des mondes. J'en avais aussi un peu marre d'entendre les politiques francophones dire qu'il n'y avait que le socio-économique qui comptait. Ça ne correspondait pas à la réalité selon moi. Je voulais montrer que ce dont on allait parler, ce n'était peut-être pas la réalité, mais que c'était de l'ordre du possible.

Vous pensez qu'on pourrait encore refaire ça aujourd'hui ?

Oui. Dans la société il y a les lâches, les traîtres et les frondeurs. Il y en aura toujours qui auront plus de courage que d'autres.

L'important, c'est de ne pas porter une idéologie ou un message. Les journalistes ne sont pas là pour ça. ■

DIX ANS APRÈS

« Wallons et Flamands ne se connaissent pas »

● **Caroline FIXELLES**

La N-VA prête à couper le cordon sanitaire visant le Vlaams Belang. Une 7^e réforme de l'État souhaitée par certains en 2019 alors que l'encre de la 6^e réforme n'a pas encore sé-

ché. Des appels au confédéralisme qui se répètent. L'opposition francophone qui juge la politique trop « flamande » du gouvernement en place...

Dix ans après Bye bye Belgium, notre pays doit-il craindre pareil scénario ? Non dit Pierre Vercau-

teren, politologue à l'UCL Mons, « *mais il faut rester vigilant car la méconnaissance est grande entre Wallons et Flamands* ». Le politologue pointe ici les raisons qui pourraient entraîner un tel scénario et celles qui au contre démontrent qu'on en est loin. ■

Le positif

Pierre Vercauteren cite trois raisons de croire qu'un Bye bye Belgium n'est pas à l'ordre du jour.

1. Un sursaut Selon le politologue, cette émission a suscité un certain nombre de réactions de sursaut. À l'image des médias, dit-il, qui ont décidé de donner davantage d'informations sur ce qu'il se passe de l'autre côté de la frontière linguistique.

2. De la résilience « *Pendant la crise des 541 jours, on a vu comment l'État belge pouvait faire preuve de résilience* », explique Pierre Vercauteren qui pointe aussi la naissance de mouvements d'opinion publique contre la division de la Belgique, comme celui « Pas en notre nom ».

3. Refédéraliser Le politologue constate enfin qu'en Flandre, « *là où il y a la plus grande proportion d'indépendantistes* », on assiste à une évolution dans certains partis qui se distancient du confédéralisme. Et des voix, comme celle du président du CD&V Wouter Beke récemment, qui disent ne pas exclure une refédéralisation de certaines compétences. « *Ce qui était impensable pour le CD&V encore en 2012* », affirme-t-il. S'il faut y voir une attitude tactique contre la N-VA, à l'approche des élections, c'est aussi un positionnement de fond : « *jamais le CD&V n'a considéré le confédéralisme comme une étape vers la fin du pays, contrairement à la N-VA.* » **Ca.F.**

Le négatif

Pierre Vercauteren cible deux raisons qui pourraient entraîner une marche vers la division de la Belgique.

1. Méconnaissance Le politologue évoque un grand danger, celui de la méconnaissance des uns et des autres : « *On ne se connaît pas et on ne se parle pas suffisamment de part et d'autre de la frontière linguistique. Et on finira par ne plus rien se dire du tout, regrette-t-il. Le comité de concertation (entre fédéral et entités fédérées, NDLR) a le mérite d'exister mais il faudrait en faire davantage, comme renforcer le Sénat ou pousser les exécutifs des entités fédérées à se parler plus régulièrement.* » Pour Pierre Vercauteren, cette méconnaissance s'est accrue ces dernières années. Il y trouve les prémices dans les années 1970 où on a commencé à communautariser : les partis politiques se sont scindés, les assemblées régionales ont pris du poids...

2. Régionalisation Le politologue pointe un autre danger : « *Si systématiquement les réformes de l'État vont du fédéral vers les Régions, on aura un affaiblissement réel du lien entre les Belges. La dernière réforme a singulièrement affaibli le Sénat qui ne peut plus jouer son rôle de rassembleur, et a touché à la sécurité sociale, via les allocations familiales. Or, la sécu est un pilier essentiel du lien.* » **Ca.F.**

Les incertitudes

Le politologue évoque des incertitudes qui pourraient faire basculer le pays dans un sens ou dans l'autre.

1. Économie La faible reprise économique, dit-il, impose des contraintes sociales et économiques. « *La priorité n'est donc pas aujourd'hui au communautaire. Mais on ne peut savoir l'impact que ces nouvelles contraintes auront : une pacification communautaire ou au contraire une polarisation des positions ?* »

2. 7^e réforme de l'État En cas de 7^e réforme de l'État, que va-t-il surgir, se demande Pierre Vercauteren. Va-t-on refédéraliser certaines compétences ? Ou transférer encore davantage du fédéral vers les Régions ?

3. N-VA Le politologue se penche enfin sur le cas de la N-VA, « *prise en état* ». Alors qu'elle se disait parti anti-système, la N-VA est au gouvernement et « *doit jouer le jeu* ». Et quand elle se dit prête à s'allier au Vlaams Belang - voyant son poids s'éroder dans les sondages - « *c'est une arme à double tranchant*, dit Pierre Vercauteren. *Car elle risque de s'allier une partie de son électorat, non séparatiste.* » Quelle stratégie va-t-elle mettre en œuvre pour redonner de la crédibilité à ses revendications communautaires ? **Ca.F.**

« Les partis francophones doivent être vigilants, résister, notamment pour refuser le piège du confédéralisme. » **Elío DI RUPO**

4 personnalités politiques jettent un regard sur ce drôle de pays, son évolution et la stratégie à adopter.

Bye bye Belgium 10 ans après : l'avis des politiques

Un scénario visionnaire ?

Dix ans après « Bye bye Belgium », le paysage institutionnel belge a changé. Régionalisation des compétences, vœux de confédéralisme, communautarisation des débats... Et si cette émission n'était pas qu'une fiction ? Qu'en pensent ceux qui étaient présidents de parti, chefs de groupe à l'époque ?

ELIO DI RUPO - PS

« Les francophones doivent être vigilants »

Elío Di Rupo était déjà président du PS en 2006. « Une émission visionnaire, non. C'était une parodie volontairement excessive. Malgré une 6^e réforme de l'État considérable, ce pays tient toujours. Et la sécurité sociale, le ciment de la Belgique, est toujours fédérale. Il y a une volonté populaire, tant francophone que néerlandophone, de maintenir la Belgique. On est dans une période sereine sur le plan institutionnel alors que l'on a connu des moments de forte tension communautaire, comme en 2010-2011 où le pays était au bord de l'éclatement. » L'homme fort du parti

socialiste appelle cependant à rester prudent : « car il y a, en Flandre, un parti indépendantiste : la N-VA. Et il y a sans doute actuellement une attitude stratégique de la N-VA (mettre l'institutionnel de côté, NDLR) car elle veut être le grand parti populaire de Flandre. Or une grande partie de son électeurat n'est pas pour la séparation. Les partis francophones doivent être vigilants, résister, notamment pour refuser le piège du confédéralisme. Car cela entraînera de facto la régionalisation de la sécu. Or, c'est 6 milliards de solidarité du nord vers le sud... » ■ **Ca.F.**

DANIEL BACQUELAINE - MR

« L'institutionnel mis de côté 10 ans plus tard »

Daniel Bacquelaîne était, en 2006, chef du groupe MR à la Chambre. « Cette émission n'était pas visionnaire mais a bien démontré le caractère aléatoire de toute fiction. Qui aurait imaginé que 10 ans plus tard, on aurait un gouvernement qui laisse l'institutionnel de côté et donne la priorité au socio-économique ? »

Celui qui est actuellement ministre des pensions est résolument optimiste : « Qui aurait imaginé qu'on allait ouvrir de nouveaux débats sur la re-fédéralisation, y

compris du côté flamand ? C'est donc bien la preuve que la séparation n'est pas inéluctable. Il y a bien eu une 6^e réforme de l'État mais on s'est rendu compte aussi qu'il fallait travailler sur le socio-économique. Est-ce une pause institutionnelle ? On ne peut pas dire que c'est la dernière mais j'estime qu'il y a plus de motifs d'optimisme qu'il y a 10 ans. » L'institutionnel, une préoccupation de riches ? « Je ne sais pas mais si on engrange de la croissance, ce sera la preuve qu'on peut le faire dans un cadre belge. » ■ **A.J.**

Au vu de l'évolution institutionnelle du pays, peut-on dire que le scénario de « Bye bye Belgium » était finalement visionnaire ?

JOELLE MILQUET - CDH

JEAN-MICHEL JAVAUX - ECOLO

« Les francophones se trompent de stratégie »

« **J**e me souviens très bien de ce soir-là, j'étais invitée à une conférence d'un barreau. Et là, j'ai reçu des sms hallucinants de collègues politiques qui y croyaient. Je trouve qu'il y a eu un manque de prudence de la part de la RTBF. » : Joëlle Milquet était présidente du cdH à l'époque. L'évolution institutionnelle du pays ? Elle a vécu les crises politiques belges dont la plus longue. « C'était le blocage complet. Les Flamands étaient collés à la N-VA. On n'avait jamais été aussi loin dans une crise. On n'a jamais frisé autant le scénario catastrophe.

Mais les 4 partis francophones ont adopté une stratégie collective qui a débouché sur la 6^e réforme. Ce qui m'inquiète c'est qu'il n'y a plus de stratégie commune, qu'un parti a décidé de faire cavalier seul, ce qui permet à la N-VA d'être honteusement au pouvoir fédéral. Elle l'occupe, l'exploite et le flamandise. Ce qui m'inquiète aussi c'est qu'on ne se parle plus entre francophones, qu'il y a une division entre Wallons et Bruxellois. On se trompe de stratégie. C'est préoccupant quand on s'interroge sur ce qui sera sur la table des négociations en 2019. » ■ **A.J.**

« On se prépare à tous les scénarios »

À l'époque de l'émission « Bye bye Belgium », Jean-Michel Jaux était coprésident d'Ecolo. « En dix ans, le ressenti communautaire a fortement évolué. Si la coalition arc-en-ciel a surtout avancé sur le socio-économique, le communautaire a pris sa place depuis 2008. Aujourd'hui, il est évoqué de manière plus sournoise, au détour d'une réforme de l'armée ou du financement de la SNCB. Mais les Wallons et les Bruxellois ne sont plus téjanisés à l'idée d'un éclatement du pays. Ils ont pris conscience de la nécessité de se rendre moins dépendants du fédéral. Ce qui ne signifie pas pour autant la fin de la

Belgique. Il n'y a, en effet, pas de problème à transférer certaines compétences – pas toutes – si cela bloque le fonctionnement de l'État. »

L'écologiste ne croit pas en une séparation du pays : « ce serait très coûteux, y compris pour les Flamands, et néfaste en termes d'image. Mais on se prépare à tous les scénarios, sereinement. En 2019, on fera face à des opinions extrêmement divisées, cette législature ayant fait naître des réformes qui collent mieux aux opinions flamandes. Tout dépendra de la volonté de chacun : sauver sa place au gouvernement ou agir ensemble pour contrer l'agenda N-VA ? » ■ **Ca.F.**